Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2010)
Heft: 1879

Artikel: On ne naît pas Suisse, on le devient
Autor: Dépraz, Alex
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1009856

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Vacances de M. Merz

André Gavillet • 6 août 2010 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/14991

Nouveau départ au Conseil fédéral

La TSR annonçait une retransmission de la conférence de presse du conseiller fédéral, sur la 2. Au programme ordinaire, les exploits de Gaston Lagaffe. Puis on enchaîne sur Hans-Rudolf.

Début août, M. Merz ne pouvait que se référer aux vacances où, selon lui, l'on bronze. Tous les journalistes, à juger sur leur mine, n'avaient pas encore, dit-il, succombé à l'héliotropisme. Mais lui-même avait mis à profit ses vacances pour réfléchir. H.-R. Merz bronze, mais pas idiot. Cette réflexion l'avait conduit à la certitude que, après sept ans au Conseil fédéral, l'heure de la démission était venue. Ce qu'il annonça dans les formes, faisant part de sa lettre à la présidente de l'Assemblée fédérale.

L'image construite

La multiplicité des interventions permet aujourd'hui de repérer le mot ou l'image choisi et retenu par les communicants. H.-R. Merz, c'est le financier, qui présente des comptes positifs même en période de crise. Ses thuriféraires, à l'unisson, firent et font de lui *«le meilleur ministre des finances de l'Europe»*. Lui-même, plus modeste, mais également convaincu que ce titre était mérité, souligna avant toute chose dans son bilan son travail d'économe.

Repositionnement

H.-R. Merz part en laissant de gros dossiers ouverts. Certes, la Suisse n'est plus sur la liste noire de l'OCDE, grâce aux accords de double imposition qui seront ratifiés sans référendum. De même que l'accord avec les USA. Et UBS *«va mieux»* – comme ses anciens dirigeants nullement inquiétés par le département des finances qui en avait les moyens légaux. Certes ces combats défensifs ont été menés, mais le contentieux avec l'Union européenne reste à peine entamé. H.-R. Merz aurait pu être le magistrat contribuant à repositionner la Suisse comme partenaire loyal. Mais la tâche était trop lourde, ne coïncidait pas avec ses convictions, ne correspondait pas au mandat de ceux qui l'ont élu.

Ses humiliantes démarches à Tripoli ont révélé les illusions qu'il se faisait sur lui-même. Il restera donc, ayant mené une politique budgétaire de droite, un économe.

On ne naît pas Suisse, on le devient

Alex Dépraz • 29 juillet 2010 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/14921

La Suisse que l'UDC veut protéger n'existe pas

La consultation populaire [24] menée par l'UDC annonce la couleur. La brochure de 24 pages distribuée dans toutes les boîtes aux lettres du pays est *«stempelisée»* d'un écusson rouge à croix blanche quasi-officiel. L'UDC elle-même se labellise *«qualité suisse»* et a pour slogan *«pour une Suisse forte»*.

Les cibles sont connues: les étrangers en nombre trop élevé qui *«abusent»* du droit d'asile et des prestations sociales, prennent des places de travail, commettent des délits, quand ils ne prient pas Allah.

Mais qui l'UDC défend-elle? La réponse n'apparaît qu'en filigrane dans la brochure parce qu'elle doit être évidente aux yeux du lecteur: la Suisse et les Suisses que l'on se garde bien de définir. On en appelle à la représentation et donc au mythe.

Quelles sont ces *«qualités et traditions essentielles de notre pays»* que les problèmes sociaux *«générés par l'immigration»* menaceraient? Les concerts de joddle, les soirées jass, les lancers de drapeau? Quels sont ces *«us et coutumes suisses»* auxquels les étrangers doivent se soumettre? Le cervelas, le lavage de la voiture le samedi matin, la couleur des

sacs poubelle, les trains qui arrivent à l'heure? Quels sont les *«mœurs»* et les *«valeurs»* des citoyens suisses de naissance qui seraient différentes de celles de certains naturalisés? La ponctualité, le propre en ordre, la discrétion? Si les naturalisés sont des Suisses au rabais, ainsi que le prétend l'UDC, alors qui sont ces *«vrais»* Suisses? Combien d'années ou de générations faut-il?

Parler au nom de la Suisse ou du *«peuple»* sans les définir est un procédé récurrent utilisé par Christoph Blocher, qui a déjà été dénoncé (DP 1748 [25]). Rabâchons: cette Suisse-là est une escroquerie intellectuelle. Une arnaque et un leurre.

La Suisse n'est ni la France, ni l'Allemagne, ni l'Italie. C'est ce qu'il la rend souvent exotique, parfois incompréhensible pour nos voisins. La Suisse n'est pas issue d'une dynastie monarchique; elle n'a pas de langue commune; ses frontières géographiques d'un versant à l'autre des Alpes, d'une rive à l'autre du Rhône, du Rhin ou du Doubs n'ont souvent rien de naturel. La Suisse n'existe que par la volonté: celle historique des grandes puissances qui l'entourent et celle de ses habitants de vivre en communauté. Elle s'est construite sur la base des valeurs fondamentales qui figurent dans la Constitution fédérale. La Confédération ressemble plus aux Etats-Unis d'Amérique ou à ce que pourrait être un Etat fédéral européen en devenir – comme l'écrivait Denis de Rougemont [26] – qu'à l'un de ses voisins.

La Suisse ne se définit ni par des qualités et traditions, ni par des us et coutumes, ni par des mœurs communes à l'ensemble de ses citoyens, ni par une religion. Elle s'est au contraire toujours caractérisée par une grande diversité de ce point de vue. Autrefois, les protestants, les catholiques et les juifs; les francophones, les italophones et les alémaniques; les bourgeois, les ouvriers et les paysans. Aujourd'hui, les musulmans, les personnes originaires des autres pays d'Europe et du monde, les clandestins. Aucun destin ne définit par avance ce que l'on considère comme un citoyen helvétique: on ne naît pas Suisse, on le devient.

Cette construction fédéraliste, véritable antidote à un tronc commun, est parfois déplorée comme s'il s'agissait d'un défaut: besoin d'identité, besoin de visibilité comme aiment le répéter les grands communicants. Certains font d'ailleurs l'erreur de remplacer les clichés conservateurs dans lesquels l'UDC enferme le pays par d'autres: pour schématiser, la Suisse d'Henry Dunant plutôt que celle de Guillaume Tell. Cette faiblesse supposée fait au contraire la force de notre pays. Un vaccin qui a permis à la Suisse de résister aux nationalismes des vieux Etats qui ont mis l'Europe à feu et à sang par deux fois au XXème siècle et qui menacent encore la construction européenne.

Combattre les thèses de l'UDC, c'est d'abord combattre cette vision erronée du pays, ce nationalisme *unschweizerisch* qui est contraire à l'idée même de Confédération. Le vrai nom d'un pays que l'UDC connaît si mal qu'elle ne l'utilise jamais.

La nationalité n'est pas un permis de conduire

Alex Dépraz • 8 août 2010 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/15006

Les propositions de retirer la nationalité à certains délinquants fleurissent ici et ailleurs

Nicolas Sarkozy est déjà en campagne électorale. Sa propositon de retirer la nationalité française à certains délinquants a beau susciter l'ire de l'opposition et faire froncer les sourcils des juristes qui l'estiment inconstitutionnelle [10], elle est plébiscitée par les sondages [11]. Le président français s'est peut être inspiré des slogans de l'UDC: le journal [12] récemment distribué dans toutes les boîtes aux lettres suisses et étrangères du pays prône l'introduction d'une naturalisation à l'essai [13] pouvant être retirée en cas de commission d'un délit grave.

Qu'en est-il actuellement? La nationalité suisse peut s'acquérir